



Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/ NW

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la
SOCIÉTÉ NOUVELLE WOESTELANDT de respecter les prescriptions applicables
pour sa carrière située à NIEURLET**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 511-9 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L. 122-1 et L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, monsieur Bertrand GAUME ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 6 mars 2003 autorisant la SOCIÉTÉ WOESTELANDT à exploiter sa carrière à NIEURLET ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2022 imposant à la SOCIÉTÉ NOUVELLE WOESTELANDT des prescriptions complémentaires relatives à la modification des conditions de remblaiement pour sa carrière exploitée sur la commune de NIEURLET ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le courrier de la société ATRADIUS du 25 novembre 2025 relatif aux garanties financières ;

Vu le courriel de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement des Hauts-de France (DREAL) du 12 janvier 2026 ;

Vu le rapport du 26 janvier 2026 des services de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel le 26 janvier 2026 conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. la SOCIÉTÉ NOUVELLE WOESTELANDT est autorisée, par arrêté préfectoral modifié du 6 mars 2003 susvisé, à exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de NIEURLET;
2. le courrier du 25 novembre 2025, la société ATRADIUS a informé les services de la DREAL que les garanties financières du site exploité par la SOCIÉTÉ NOUVELLE WOESTELANDT à NIEURLET ne seront pas renouvelées après l'échéance du 31 décembre 2025 ;
3. malgré le courriel qui lui a été envoyé par la DREAL le 12 janvier 2026, la SOCIÉTÉ NOUVELLE WOESTELANDT n'a pas adressé le document établissant le renouvellement des garanties financières en application de l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 6 mars 2003 susvisé ;
4. face au manquement décrit précédemment, il convient de mettre en demeure la SOCIÉTÉ NOUVELLE WOESTELANDT de respecter les prescriptions de l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 6 mars 2003 susvisé, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La SOCIÉTÉ NOUVELLE WOESTELANDT, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 4 route de Booneghem 59143 NIEURLET, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :

Référence réglementaire	Prescription	Délai
Arrêté préfectoral modifié du 06/03/2003 – article 23	L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.	8 jours

Ces délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 71-8.II du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de NIEURLET
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 5 – Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de NIEURLET et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;

- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2026>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **- 6 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

